

Dick Marty : « la barque est très loin d'être pleine ! »

Justicier dans l'âme, au sens noble du terme, l'ex-procureur et parlementaire tessinois Dick Marty suscite l'admiration, en Suisse et à l'étranger. Sans hésiter, il a accepté de répondre à nos questions sur ses engagements et son regard sur la religion. Avant l'interview (à la fin du mois d'octobre), j'ai demandé à quelques amis et collègues un commentaire sur l'homme, avec un résultat plutôt flatteur: « intelligent », « engagé », « persévérant », « compétent », « respectueux de l'autre » sont les qualificatifs plus fréquents. « J'ai eu de la chance : vous avez trouvé les bons amis ! », a réagi Dick Marty. Entretien.

Ancien procureur général du canton Tessin, en 1989, vous vous êtes engagé en politique. Pour quelles raisons ?

J'ai été quinze ans procureur. Au cours de ces années, j'ai été appelé à faire face aux aspects les plus obscurs de l'humanité : crimes crapuleux, accidents graves, suicides... J'étais conscient de disposer d'un très grand pouvoir et donc d'une immense responsabilité (emprisonner ou pas une personne peut changer une existence). J'avais conduit des enquêtes contre le crime organisé qui avaient abouti à la saisie de 100 kg d'héroïne (en 1987, c'est aujourd'hui encore la plus grande saisie d'héroïne jamais effectuée en Suisse) et à la découverte de milliards de francs blanchis chez nous. Je me suis dit que je ne pouvais pas faire ce travail toute la vie, ce n'était pas sain pour l'institution ni pour moi-même. Je voulais cependant rester dans le domaine public, je ne voulais pas être avocat. Magistrat, je me suis toujours abstenu de prendre part à la vie politique active. Et, subitement, un coup de téléphone : un Conseiller d'État quitte le gouvernement et on m'invite à le remplacer. Et me voilà chef du Département des finances et de l'économie, successivement Conseiller aux États. L'engagement était en fait de même nature, animé par les mêmes valeurs, mais avec des modalités différentes. Je ne me suis toutefois jamais vraiment habitué aux coutumes politiques. Un ami très cher disait qu'en réalité j'étais un magistrat prêté à la politique. Un jour, le Conseiller fédéral Pascal Couchepin a dit qu'« heureusement il n'y avait pas dix Dick Marty au parlement, car plus rien n'aurait pu fonctionner ». J'ai pris cette affirmation pour un compliment, même si peut-être telle n'était pas son intention. (A cette même occasion, il a également dit que « la Suisse n'était pas le Vatican des droits de l'homme »... une déclaration à mon avis pas très heureuse).

Vous êtes connu et respecté en Suisse, mais également sur la scène internationale notamment pour votre rôle de président de la Commission des Affaires juridiques et des Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe et pour l'enquête sur l'existence des prisons secrètes de la CIA en Europe. Aujourd'hui encore, vous êtes engagé auprès d'organisations telles que l'Organisation mondiale

contre la Torture, Helvetas et vous êtes parmi les personnalités membres du comité de l'initiative « Pour des multinationales responsables », qui demande que ces sociétés soient tenues de protéger les droits humains et l'environnement dans leurs relations d'affaires. Quelle est votre motivation ?



Je pense tout simplement qu'une fois encore il s'agit du même engagement. Je suis assez déçu de la politique et j'estime que les grands changements dont le monde et notre société ont un urgent besoin ne peuvent avoir lieu que grâce à la mobilisation de la société civile. À mon avis, les grands dangers qui nous guettent aujourd'hui sont l'égoïsme et l'indifférence, c'est de croire que l'intérêt général n'est autre que la somme des intérêts individuels. Je pense que chacun de nous peut apporter sa petite pierre ; le petit caillou peut apparaître insignifiant, mais si tout le monde s'en saisit il est possible de déplacer des montagnes.

Sur le thème de la migration, que pensez-vous des réponses de la classe politique, suisse et européenne ? Et de l'accueil des réfugiés qui fuient les violences et les guerres, les Syriens en particulier ?

Le spectacle que donnent les pays opulents est assez navrant, surtout qu'ils ne sont certainement pas innocents par rapport à ce qui se passe dans les pays que ces pauvres malheureux sont contraints de fuir. « L'histoire enseigne », disait Antonio Gramsci, mais il ajoutait « hélas, il n'y a guère d'élèves » ! Comment oublier le rôle joué depuis le début du siècle dernier au Moyen-Orient par les puissances coloniales et les États-Unis ? Plus récemment encore on a invoqué les valeurs de la démocratie pour déclarer la guerre à l'Iraq et bombarder la Libye. Le résultat de ces interventions est tout simplement atroce : dans ces pays les gens vivaient mieux auparavant, malgré les deux tyrans alors au pouvoir ! C'est tout simplement terrible. Autre question : d'où viennent toutes les armes (il y en a pour des centaines de millions de francs) qui crépitent sans interruption dans cette région ? Il y a quelques années

J'ai visité un camp de réfugiés palestiniens près de Damas (entre-temps dévasté par les combats en cours aujourd'hui) : quelques dizaines de milliers de personnes y vivent depuis... 1948 ! La plupart sont nés, ont grandi, ont enfanté, ont vieilli dans ce camp et ils vont y mourir comme leurs parents. Deux cent mille Palestiniens ont vu leurs villages rasés au sol et ont été chassés de leur pays ; leur faute ? Être arabes. Il n'y a rien de pire que de n'avoir plus d'espoir. Dans ce cas aussi nous ne sommes pas sans responsabilité. Aujourd'hui nous sommes en présence d'une véritable catastrophe humanitaire et nous devons tout mettre en œuvre pour y faire face et pour exprimer concrètement nos valeurs de solidarité et d'empathie envers ceux qui sont en train de vivre une terrible épreuve. La barque est très loin d'être pleine. On a accueilli à bras ouverts des personnes riches qui ne voulaient pas payer les impôts dans leur pays, en leur offrant même des avantages fiscaux qui violent manifestement le principe constitutionnel de l'égalité de traitement. Comment peut-on être indifférent face à tous ces malheureux qui fuient la guerre et la misère, qui affrontent les plus grands risques juste pour pouvoir continuer à exister ?

En 2009, vous étiez mobilisé contre l'initiative pour l'interdiction de construire des minarets. Aujourd'hui le même comité « d'Egerkinger », proche de l'UDC, récolte des signatures pour l'initiative « pour l'interdiction de se voiler le visage » dite anti-burqa. Quelle lecture portez-vous de ce texte ?

L'histoire des minarets et de la burqa est tout simplement ridicule. On parle de problèmes qui ne se posent même pas chez nous (c'est peut-être une façon d'éviter d'affronter les véritables problèmes). Ces dernières années j'ai vu en tout moins de cinq personnes avec la burqa au Tessin. Elles sortaient d'une bijouterie où elles avaient dépensé des milliers de francs et retournaient dans leur hôtel cinq étoiles. Le vote des Tessinois contre la burqa n'est donc pas seulement ridicule, mais aussi stupide. Il est vrai que nous avons quelques problèmes avec certaines règles imposées par l'islam. N'oublions pas toutefois que le christianisme, tel qu'il est vécu au quotidien, a aussi énormément changé au fil des dernières décennies (rappelons-nous la position des femmes dans nos régions rurales il y a de cela même pas un siècle). L'énorme majorité des musulmans n'aspirent qu'à vivre en paix et il n'y a aucune raison de les craindre. Si on considère l'histoire, je serai tenté d'affirmer que les musulmans ont eu plus de raison de craindre les chrétiens que le contraire. Il conviendrait plutôt de nous questionner sur les raisons d'une telle montée des extrémistes dans l'islam d'aujourd'hui. Laisser pourrir le conflit palestinien (alors que les puissances occidentales ont une responsabilité majeure dans cette affaire), conduire une guerre contre un pays

musulman sur la base de mensonges devraient nous interpeller et nous induire au moins à nous poser quelques questions.

Comment voyez-vous la religion, plutôt comme un facteur de paix ou de conflits ?

De par les valeurs affirmées par la plupart des croyances, le facteur religieux devrait logiquement être un facteur de paix. Une fois encore, si on considère l'histoire, aussi bien l'ancienne que la plus récente, on est tenté de penser le contraire. Cela dit, on ne peut pas nier que la religion a été un facteur de civilisation important. Dans la question de la migration et de la justice sociale je salue le rôle joué aujourd'hui par les Églises, elles démontrent bien plus de courage et de cohérence que la plupart des partis politiques.

Quel regard portez-vous sur l'Église catholique et sa place dans nos sociétés ?

L'Église catholique n'est pas seulement l'expression d'un courant chrétien, mais a aussi toujours joué un rôle politique important, même récemment. Cela a impliqué aussi de grands risques. Certains milieux du Vatican ont eu ainsi des rapports très douteux avec des milieux peu recommandables, voire avec le crime organisé. Cette activité politique a toutefois aussi eu des aspects très positifs : je pense au rôle de Rome dans la chute du Mur de Berlin et dans le rapprochement entre les États-Unis et Cuba.

Et sur le pape François ?

Je crois qu'il apporte beaucoup d'air frais dans la Curie romaine. Ses déclarations sur la justice sociale et sa dénonciation des abus du libéralisme sont remarquables. On ne peut qu'admirer sa simplicité et sa spontanéité.

Êtes-vous d'accord de nous parler de votre rapport personnel à la religion ?

J'ai grandi dans une diaspora protestante dans un canton qui était alors encore très catholique. Cela aurait pu m'amener à assumer des positions sectaires et intransigeantes. Au contraire, cela m'a appris à être tolérant et à respecter la croyance des autres, sans ressentir le besoin de les convaincre à changer d'idée, tout en n'hésitant pas à dire ce que je pense. Un certain danger de la religion est, à mon avis, de se renfermer dans des certitudes, ce qui risque de nourrir le dogmatisme et l'intolérance (Nietsche disait que « ce n'est pas le doute qui rend fou, c'est la certitude »). Je me reconnais dans les valeurs éthiques du christianisme (valeurs par ailleurs souvent partagées par les autres religions monothéistes). Je suis par contre plus critique par rapport à l'institution ecclésiale qui ne me paraît pas toujours cohérente avec ce qu'elle est censée professer.

(propos recueillis par Sba)